

**Toutes et tous en grève et en manifestation le 15 mai**

## **Contre l'austérité du pacte de responsabilité. Pour la hausse des salaires, la création de postes statutaires, le maintien des missions de service public**

Les syndicats CGT de la Fonction Publique d'Etat, Territoriale et Hospitalière du Loir et Cher appellent l'ensemble des personnels à se mobiliser et à faire grève le **jeudi 15 mai 2014**. Les raisons de la colère ne manquent pas dans l'ensemble des secteurs concernés et appellent une réponse forte de la part des agents. Les dernières annonces de Valls ne font que renforcer la cure d'austérité qui frappe les salariés de la Fonction Publique depuis plusieurs années.



### **Salaires**

**Valls vient de l'annoncer, le gel de la valeur du point d'indice qui régit l'augmentation générale des salaires est maintenu jusqu'à 2017. Le gouvernement poursuit ainsi l'œuvre de Sarkozy : depuis 2010, cela se traduit par une baisse de pouvoir d'achat de plus de 5 %. Cumulé aux faibles augmentations depuis 2000, la perte de pouvoir d'achat est supérieure à 14 %!**

**L'augmentation des primes diverses ne fait que renforcer l'individualisation des rémunérations et va à l'encontre d'un déroulement de carrière linéaire qui reconnaisse les qualifications.**

### **Emplois**

Toujours sous prétexte de réduire la dépense publique qui grève les comptes de l'Etat, contrairement aux cadeaux faits au patronat (!), le gouvernement actuel continue les coupes franches et les suppressions de postes statutaires dans la Fonction Publique entamées sous Fillon. Après la RGGP, la MAP a fait son apparition. Changement de nom mais politique identique... en pire!

Aucune réponse n'est apportée au sous-effectif alarmant des hôpitaux publics où sont conduits de véritables plans sociaux par le non renouvellement des contractuels, des départs à la retraite, etc. Et cela ne va pas aller en s'améliorant puisque dans les 50 milliards d'économie annoncés, il est clairement dit que la protection sociale va être touchée : 10 milliards en moins!

Dans la Fonction Publique d'Etat, les secteurs décrétés non prioritaires continuent de subir des suppressions massives de postes statutaires. Dans les secteurs « prioritaires », comme l'Education, les postes créés sont bien loin des promesses de campagne de Hollande et ne suffisent pas à pallier les manques induits par les suppressions du quinquennat précédent.

Dans la Fonction publique territoriale, les coupes dans les dotations financières (10 millions en Loir et Cher) conduisent à un nombre croissant de plans de réduction de l'emploi. Et cela ne pourra que s'aggraver avec la réforme territoriale annoncée. Partout, la précarité est malheureusement toujours à l'ordre du jour.

### **Conditions de travail**



Les amputations budgétaires massives et la logique du nombre d'emplois constants entraînent suppressions de postes, restructurations, fusions, démantèlements de nombreux services. En contrepartie, les missions des agents sont de plus en plus diversifiées et nombreuses, le temps de travail augmente, la politique de rentabilité s'accroît toujours plus.

On ne peut même plus parler de dégradation des conditions de travail tellement la recrudescence des politiques de management, comme « le lean », mises en œuvre depuis quelques années, détruit les salariés.

Certes, les discours fleurissent sur l'importance des services publics, de leurs missions. Mais, dans la réalité, non seulement le gouvernement actuel ne veut pas faire les réformes permettant de rompre avec la politique désastreuse de la droite, mais ceux qui gouvernent depuis le printemps 2012 prennent des décisions qui aggravent encore la situation.

**L'équipe Valls, mise en place après la débâcle des élections municipales, a décidé d'aller « plus vite, plus loin, plus fort »... dans les attaques contre le monde du travail! Et les fonctionnaires sont une cible facile!**

Manuel Valls, confirme et amplifie la politique d'austérité menée : validation de l'inacceptable pacte de responsabilité, nouveaux et nombreux cadeaux – sans contrepartie aucune – au patronat, nouvelles attaques contre la protection sociale, gel des retraites et des prestations familiales, etc.

Des amputations budgétaires massives sont mises en avant : **19 milliards** pour l'État, **10 milliards** pour la protection sociale, **10 milliards** sur le versant territorial.

Ces coupes supplémentaires et drastiques ne pourront avoir que des conséquences dramatiques sur le service public et ses agents et, bien entendu, la population.

Enfin, cerise sur le gâteau, le Premier ministre annonce la suppression de la moitié des régions à l'horizon 2017 et la suppression des conseils départementaux pour 2021. Sous l'alibi fallacieux du supposé « millefeuille administratif », c'est bien d'une casse en règle de l'organisation démocratique de la République dont il s'agit.

Cette politique libérale renforcée ne va bénéficier qu'au grand patronat et aux gros actionnaires.

Pour l'immense majorité, elle ne peut que conduire droit dans le mur, accroître les inégalités, casser les services publics, augmenter le chômage...

**Pourtant, les alternatives existent bel et bien. Pour cela, il faut notamment s'en prendre aux profits colossaux des grands groupes, aux dividendes vertigineux versés aux plus fortunés, remettre en cause les plus de 230 milliards d'aides diverses versées aux entreprises qui sont la vraie cause des déficits publics et dont l'utilité est nulle....**

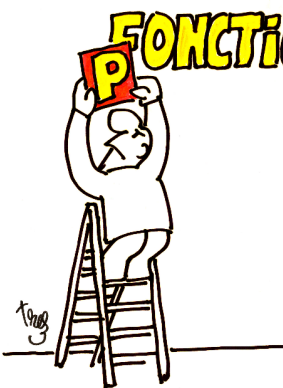
Redonner du pouvoir d'achat aux salariés par l'augmentation de leur salaire, en plus d'être d'une justice élémentaire, c'est se donner les moyens d'une véritable relance, équilibrée et pérenne.

Développer les missions publiques, renforcer les services publics, c'est plus d'équité, de progrès social, de solidarité.



**La Fonction Publique, dans ses trois versants, est seule garante pour répondre aux besoins des populations. C'est pourquoi les syndicats CGT de la Fonction Publique du Loir et Cher appellent l'ensemble des salariés à faire grève et à manifester POUR :**

- **L'augmentation générale immédiate de la valeur du point indiciaire des salaires,**
- **L'arrêt des suppressions d'emplois et des créations de postes statutaires, qui répondent aux besoins des populations,**
- **La reconnaissance des qualifications et un déroulement de carrière linéaire,**
- **L'arrêt du recours à la précarité et la titularisation de tous les précaires,**
- **Des moyens humains et financiers qui permettent le développement des services publics de proximité.**



**15 mai 2014**  
**Manifestation à Blois**  
**devant la préfecture**  
**10h30**